

France, mère des arts, des armes et des lois*...

LA francophonie fait recette : de nombreux ouvrages sur le sujet viennent de paraître (1), et surtout, fait nouveau, en France même le thème est à la mode : depuis le succès déjà confirmé et amplement mérité du Festival de Limoges, de nombreuses manifestations estivales et festivières emboîtent le pas. Enfin l'organisation à Lagos, en mai dernier, d'un grand symposium littéraire, où devaient se rencontrer écrivains francophones et anglophones, a montré, de la part des militants de la francophonie, une nouvelle assurance : le dialogue est possible avec les autres. L'est-il vraiment ? Et quelle place tient l'Afrique, et en particulier l'Afrique noire dans cette francophonie 88 ?

Francophonie et Afrique noire

Le mouvement francophone est

* Titre du poème de Du Bellay (Regrets) que tous les petits Français apprennent à l'école...

(1) Cet article a été écrit à partir de la lecture des ouvrages suivants consacrés à la francophonie : Gabriel de Broglie, *Le Français pour qu'il vive*, Paris, Gallimard, 1986, 286 p. ; Claude Hagège, *Le Français et les siècles*, Paris, O. Jacob, 1987, 217 p. ; Thierry de Beaucé, *Nouveau discours sur l'universalité de la langue française*, Paris, Gallimard, 1988, 251 p. ; Michel Tétu, *Francophonie : histoire, problématique, perspectives*, Paris/Montréal, Hachette/Guérin, 1988, 391 p.

né à Niamey en 1969. L'Afrique noire lui a toujours fourni ses gros bataillons, et il en ira sans doute de même dans l'avenir : au taux actuel d'accroissement de sa population, le Zaïre sera dans moins de vingt ans le « premier pays francophone du monde », si nous comptons les francophones à la manière de G. de Broglie. Pourtant le fait est important : un pays d'Afrique noire sera le plus important pays ayant le français comme langue officielle, même si un faible pourcentage de sa population y parle le français. Or dans tous les ouvrages récents, l'Afrique noire est bien la parente pauvre de la francophonie. Les Africains noirs sont en somme les tirailleurs de la francophonie : sommés de fournir les troupes, mais sans droit à la parole. Les considérations linguistiques qui émaillent ces divers ouvrages montrent une ignorance assez curieuse des situations africaines, qui serait étonnante, si elle n'était pas, comme le remarque C. Hagège, aussi répandue dans notre pays : « *C'est pour quoi, il ne serait pas absolument utopique que dans les écoles et les universités, à Paris et dans les grandes villes de province une action soit entreprise en vue d'aiguiser au moins la curiosité pour l'amharique, le bambara, ... le haoussa...* » (2). Le président de Radio France Internatio-

(2) C. Hagège, *op. cit.*, pp. 202 et suiv.

nale pouvait bien, à un récent colloque sur *Francophonie et Culture*, se glorifier de la nouvelle sensibilité multilingue de RFI, et ne rien trouver d'anormal à ce que cette radio n'émette dans aucune langue africaine : or, en adoptant ses propres critères, ne serait-il pas bon de faire connaître la France, en kiswahili ou en haoussa, aux futurs acheteurs de Peugeot à Nairobi ou à Kano ? Ne serait-il pas bon de développer l'enseignement de quelques grandes langues africaines, comme l'amharique, le kiswahili, le lingala ou le haoussa, en dehors de filières spécialisées comme celles de l'INALCO ? L'idée de concevoir ces langues comme des langues de culture modernes n'est pas encore admise dans notre pays, à la différence du reste de l'Europe. Pourquoi ne pas avoir un CAPES ou une agrégation de kiswahili ? Le livre de C. Hagège déplore le manque de curiosité des Français pour cette Afrique à laquelle ils croient avoir donné leur langue. La cause semble entendue : une partie de l'Afrique doit parler français ; les écrivains ne sont-ils pas là pour nous en persuader ? Ne sont-ils pas les vecteurs privilégiés de cette modernité que notre langue est censée véhiculer ?

La francophonie des écrivains

Près de soixante écrivains francophones, venus de douze pays différents se sont retrouvés à Lagos pendant la première semaine de mai pour y rencontrer leurs collègues nigériens. Ce fut un énorme et passionnant malentendu : un grand succès ! Il fallait voir pester Ahmadou Kourouma contre le terrorisme intellectuel nigérian ! Entendre Biodun Jeyifo — sans doute le meilleur

représentant de l'intelligentsia critique nigérienne — racoler à la dernière minute les mânes de Cheikh Anta Diop pour les inclure sur une motion, dans l'espoir maladroit de plaire aux Francophones... « *Mais Cheikh Anta Diop vit dans nos cœurs !* » s'exclama outragé un jeune romancier francophone... « *Pas très matérialiste votre remarque* », rétorqua le Nigérian, cette fois beaucoup plus près de l'esprit de Cheikh Anta...

« *Si nous avions su que nous venions pour défendre les Nigériens contre leur gouvernement, nous serions restés chez nous...* » était une des remarques souvent entendue dans le colloque. En somme, puisqu'il faut être récupéré, vaut-il mieux l'être par la France, « *Mère des Arts...* » en Afrique aussi ou par l'Association des écrivains nigériens, dans sa lutte pour la liberté d'expression ? La préférence affichée pour le premier terme de cette alternative est sans doute ce qui suscita la question, inquiète et pertinente, que me posa Njabulo Ndebele, président de l'Association des écrivains sud-africains : « *Pourquoi sont-ils si "réac" (right wing) ces Francophones ?...* Imaginez mon embarras : être réactionnaire, qu'est-ce que cela veut dire en Afrique du Sud, au Nigeria, au Togo, en France ? J'ai répondu en parlant de la difficulté pour les écrivains des pays francophones à avoir une parole autonome face à des ministères, à des ambassades. Ne pas être réactionnaire cela voudrait peut-être dire utiliser sa petite marge d'autonomie pour s'intéresser à ce qui se passe chez le grand-frère anglophone, même si les diplomates ne sont pas d'accord...

Mais qui peut parler au nom des écrivains ? Bien peu : les plus originaux des créateurs sont souvent

les plus fantaisistes : l'actuaire Kourouma, le prof. de math. Sassine ou le biologiste Monenembo n'ont pas grand-chose à dire sur la littérature qu'ils font : elle parle toute seule.

A Lagos régnait la confusion des genres : les écrivains étaient sommés de jouer aux intellectuels totaux, comme en son temps L.S. Senghor le faisait si bien. Ce n'est plus possible aujourd'hui : l'Afrique est vaste, les situations complexes et différentes. Or la francophonie s'est longtemps nourrie de la négritude, c'est-à-dire d'une parole générale, — généreuse ? —, sur l'Afrique noire, aujourd'hui épuisée, et dont rien n'a pris le relais. Les penseurs les plus originaux — V. Mudimbe, par exemple, — ne contribuent pas à enrichir ces notions : son dernier livre vient de sortir, mais en anglais dans le texte : *The Invention of Africa* (Indiana University Press, 1988).

De la valeur à l'instrument

Le discours sur les valeurs de la francophonie, qui fondait les vaticinations incantatoires de Malraux en 1969, lors de la Conférence de Niamey, survit sous d'autres formes. L'idée — fausse — qu'une langue contient des valeurs qui lui sont propres — clarté, ordre, et évidemment beauté du français — a été remplacée par l'idée, juste mais un peu courte, qu'il est bon d'avoir un instrument de communication international, et que, tant qu'à l'utiliser, autant se l'approprier ! D'où un *Dictionnaire du français d'Afrique noire*, une reconnaissance des

usages locaux du français et même la revendication d'une africanisation du français, un peu à la manière de l'américanisation québécoise. Ce nouveau réalisme ne suffit pas. Tout d'abord il gomme en partie la dimension proprement africaine : que faire du sango, du kiswahili, du haoussa ou du wolof ? Il faut penser un nouveau bilinguisme. De plus le discours sur la valeur resurgit insidieusement, porté cette fois par une partie de la gauche française, soutenue par une fraction de la jeunesse intellectuelle africaine. A une écriture « sapée » correspond un discours « branché » sur les droits de l'Homme, et en particulier sur la commémoration de la Révolution française. Mère des Arts, des Armes et des Lois, la France éternelle trouvera l'Afrique au rendez-vous : Brazzaville répondra à l'appel de Paris ! Comment interpréter autrement un article publié dans une revue contestataire togolaise par Sony Labou Tansi dans lequel celui-ci abjure, en mars 1988, François Mitterrand de se représenter à l'élection présidentielle française, en des termes d'une grandiloquence qui laisse perplexe (3) : « *Tous les humanistes et tous les démocrates du monde, vous le savez, peut-être, vous demandent de vous représenter aux élections de votre pays...* ». Sony Labou Tansi a été entendu : le succès de sa missive devrait d'ailleurs l'inciter à récidiver en suggérant, par exemple, à Mobutu de se mettre à la retraite anticipée... De telles interventions posent bien la question d'un espace francophone, concept issu de la Conférence des Chefs d'État. La priorité des écrivains est-elle l'espace francophone, leur espace national ou un espace interafricain ? L'espace francophone n'est-il pas quadrillé par ce qu'un participant

(3) Sony Labou Tansi, « Lettre ouverte à François Mitterrand, candidat humaniste aux élections françaises », *Propos scientifiques*, Lomé, mars 1988, p. 7.

à la Rencontre sur *Francophonie et Culture* appelait, à juste titre, « un directoire franco-qubécois » ? L'attrait français pour la francophonie se nourrit, à l'heure actuelle, de beaucoup d'ambiguïtés, mais aussi de beaucoup d'ignorance. La rencontre de Lagos a bien montré les difficultés d'imbrication des réseaux

culturels francophones et anglophones en Afrique. Une bonne francophonie sera celle qui fera du français l'instrument d'une meilleure connaissance de l'Afrique et non de l'Afrique uniquement un spectacle pour la France !

Alain Ricard

Les soleils des Assurances

Pour Simenon, « l'actuaire est un monsieur ennuyeux ». Il ne fait dans sa vie aucune place à la philosophie, aux sentiments : homme des statistiques, il serait l'antithèse du romancier qui ne connaît que des destins personnels. Ahmadou Kourouma ferait-il mentir Simenon ?*

L'auteur d'un des best-sellers du roman en Afrique, Les Soleils des indépendances, écrit dans les années 60, paru en 1967 à Montréal, en 1970 à Paris, publiera son second roman en janvier 1989 aux éditions du Seuil ; or, depuis vingt ans, l'écrivain Kourouma est resté caché derrière l'actuaire, aujourd'hui directeur général de la CICA-RE (Compagnie commune de réassurance des États membres de la CICA (1)). Dans un entretien avec Christine Breney et Marc Pilon, il a expliqué le fonctionnement et les enjeux de la réassurance

en Afrique, ce qui a permis de rédiger l'article qui suit.

POUR dire les choses simplement, la réassurance est l'assurance au second degré : le réassureur est l'assureur de la compagnie d'assurance (la cédante). Le réassureur cède à son tour à d'autres réassureurs une partie de ses risques. Toutes les compagnies se réassurent les unes les autres, le but étant de répartir au maximum les risques. Il se constitue ainsi une sorte de fonds international pour la réassurance, qui par son importance et la diversité de ses détenteurs donne son assise à la réassurance.

Une longue histoire

Avant les Indépendances, excepté pour l'Égypte, l'assurance était le fait des sociétés françaises et anglaises, qui toutes se réassuraient hors du continent africain.

Dès le lendemain de l'indépendance, les nouveaux États africains

* *Quand j'étais vieux*, Paris Presses de la Cité, 1970, p. 185.

(1) CICA : Conférence internationale des contrôles d'assurance, regroupant les pays suivants de la zone franc : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Côte-d'Ivoire, Congo, Gabon, Mali, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.